

Direction Générale Aménagement du territoire et patrimoine
Service Espaces Publics

Objet | Réfection chaussée entre les numéros 19 et 25 de la rue du Maréchal Joffre à Cenon.

Monsieur Jean François EGRON, Maire de CENON et Vice-président de Bordeaux Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route, décret n°95-807 du 30 juillet 1985 modifiant certaines dispositions du Code de la Route, et le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière,

Vu l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000, ratifiée le 8 novembre 2000 relative à la partie législative du code de la route,

Vu l'arrêté numéro 2020-232 du 29 mai 2020 de suppléance et de délégation de signature,

Considérant la demande présentée par **l'entreprise EIFFAGE Energie Cassagne 16, chemin du Port Neuf 33360 Camblanes et Meynac**, à l'effet d'entreprendre la réfection chaussée entre les numéros 19 et 25 de la rue du Maréchal Joffre à Cenon,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles afin de procéder en toute sécurité aux travaux précités,

Sur proposition de Madame La Directrice Générale des Services Municipaux,

ARRETE

Article 1^{er} : L'entreprise **EIFFAGE Energie Cassagne pour le compte de Régaz**, est autorisée à entreprendre du **14 juin 2023 au 23 juin 2023**, la réfection chaussée entre les numéros 19 et 25 de la rue du Maréchal Joffre à Cenon.

Article 2 : Pendant toute la durée des travaux : **(2 jours pendant la période)**

- La circulation **sera maintenue au minimum en demi-chaussée par hommes trafic.**
- **Les signalisations devront être adaptées et conformes à l'article 3.**
- Le stationnement **sera interdit de part et d'autre des travaux**, entre les numéros 19 et 25, puis des numéros 16 et 24.
- La circulation des piétons maintenue et dirigée par une signalisation appropriée sur le trottoir opposé.
- La desserte des riverains demeurera assurée dans les meilleures conditions possibles.

Article 3 : La signalisation réglementaire de chantier matérialisant les dispositions des articles précédents, sera mise en place, entretenue et déposée par les entreprises chargées de l'exécution des travaux, elle sera conforme à l'instruction interministérielle de signalisation routière.

Article 4 : L'entreprise se charge de l'information auprès des riverains, commerçants, entreprises et services publics concernés.

Article 5 : Le nettoyage et la remise en état des éventuelles dégradations sur la chaussée et sur les trottoirs devront être assurés par le demandeur.

Article 6 : L'éventuelle redevance sera calculée à l'achèvement des travaux et fera l'objet de l'émission d'un titre recette.

Article 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux, et les contrevenants poursuivis conformément à la loi.

Article 8 : Les services de Police, les services communautaires et les services municipaux sont chargés, selon leurs compétences respectives, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs Communaux.

Fait à Cenon, le 31 mai 2023

Rendu exécutoire en vertu de l'article L.2131-1 du CGCT
Date d'affichage : Le 1/6/2023

Pour le Maire,
L'Adjoint aux Grands Travaux,
Patrimoine Municipal et VRD,

Jean-Marc SIMOUNET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.